

La CFE-CGC milite pour le rapprochement Bouygues-Orange

Chez Orange comme chez Bouygues Telecom, la **CFE-CGC** milite pour une fusion des deux entreprises. « Dans le contexte actuel, rapprocher Bouygues et Orange permettrait non seulement de sauver les emplois immédiatement menacés chez Bouygues Telecom, mais aurait également du sens en termes de synergie industrielle », peut-on lire dans un courrier adressé au Premier ministre et signé de **Sébastien Crozier** président de la CFE-CGC chez Orange, de son *alter ego* **William Benavent** chez Bouygues Telecom et de **Patrice Brunet**, président de l'ADEAS (Association de défense de l'épargne et de l'actionnariat des salariés des télécoms). La lettre est adressée en copie à Stéphane Richard et Martin Bouygues ainsi qu'au ministère du Redressement productif.

Éviter une nouvelle destruction des emplois

L'initiative du deuxième syndicat chez Orange, derrière la CGT, fait suite aux risques d'un [nouveau plan social à venir chez Bouygues Telecom](#) suite à l'échec de sa fusion avec SFR. **Entre 1 500 à 2 000 salariés du troisième opérateur pourraient être concernés.** Selon la CFE-CGC, le rapprochement des deux opérateurs éviterait cette vague de destruction d'emplois.

Malgré les **risques de doublon des équipes** « Il y a très peu de risques sur la question de l'emploi global, estime Sébastien Crozier, les 10 000 salariés de Bouygues Telecom représentent deux ans de départs à la retraite actuellement non renouvelés chez nous. Orange peut facilement absorber les 10 000 emplois. » De plus, fusionner les équipes des deux opérateurs donnerait un coup de jeune aux équipes d'Orange, selon lui. Le représentant syndical n'exclut cependant pas des risques de départs pour quelques hauts cadres en doublon.

Accélération de la fibre

Autre argument en faveur du rapprochement, la création d'un « réseau d'excellence, en termes de couverture comme de qualité de service, bénéfique pour les consommateurs comme pour l'économie nationale », indiquent les signataires de la lettre. Associer les réseaux mobiles des deux entreprises risquerait néanmoins de créer **une distorsion concurrentielle**, notamment sur la 4G où Orange et Bouygues Telecom dominant. **Un faux problème** aux yeux de Sébastien Crozier. « S'il faut vendre une partie de l'infrastructure pour rester dans le cadre concurrentiel, on vendra. » Comme avait failli le faire Bouygues dans le cadre de la conquête de SFR [qui proposait une partie de son réseau à Free](#).

Par ailleurs, le rapprochement avec un acteur du BTP permettrait d'**accélérer le déploiement de la fibre**, selon les signataires, et de répondre ainsi aux objectifs du Plan très haut débit du gouvernement. Des synergies entre Bouygues et Orange font également sens dans la mesure où les deux entreprises se développent sur des territoires communs à l'international.

Le gouvernement favorable

Autant d'arguments que devrait recevoir favorablement le gouvernement. **Arnaud Montebourg** évoquait en début de semaine la nécessité [d'un retour à trois opérateurs](#) sur le marché français afin de renforcer leur capacité d'investissement et inverser la spirale des licenciements. Le ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique avait d'ailleurs précédemment lui-même suggéré le [rapprochement de Bouygues avec un concurrent](#), laissant entendre qu'Orange pourrait en être. Les 27% que l'Etat possède dans le capital de l'opérateur historique devrait faciliter l'opération.

Mais **quid des régulateurs**? « *Si l'Autorité de la concurrence préfère assumer 2000 licenciements qu'elle le dise* », tranche Sébastien Crozier. Selon lui, ce n'est en tout cas pas Martin Bouygues qui s'opposera au rapprochement.

crédit photo © alphaspirt – shutterstock

Lire également

[Après la fusion SFR-Numericable : Bouygues Télécom se cherche un avenir](#)